

Turquie : le pouvoir s'en prend aux droits des femmes

[Courrier des Balkans](#) | De notre correspondante à Istanbul | lundi 18 avril 2022

Après avoir retiré la Turquie de la Convention d'Istanbul à l'été 2021, le régime Erdoğan multiplie les coups de boutoir contre les droits des femmes. Dernière attaque en date : une action en justice pour faire interdire l'association 'Nous ferons cesser les féminicides', la plus importante organisation féministe de Turquie. Mais la riposte s'organise. Reportage.

Par Claire Corrion



La manifestation contre la fermeture de l'association 'Nous ferons cesser les féminicides', le 15 avril 2022 à Istanbul.

© Claire Corrion / CdB

Cet article est publié avec le soutien de la fondation Heinrich Böll Paris.

« Ne poursuivez pas les femmes, mais les assassins ! » Après la récente décision du parquet d'Istanbul d'ouvrir une procédure judiciaire en vue de faire fermer l'association [Kadın Cinayetlerini Durduracağız](#) (« Nous ferons cesser les féminicides »), de nombreuses femmes se sont mobilisées dans plusieurs villes de Turquie ce week-end.

Créée en 2010 pour alerter l'opinion publique sur les féminicides, mais aussi pour dénoncer l'absence de

données officielles sur le phénomène, cette association aurait, selon le parquet, agi « contre la loi et contre la morale ». Une plainte a été déposée à son encontre auprès de l'autorité judiciaire qui a reçu plusieurs demandes écrites affirmant que l'association de défense des droits des femmes portait atteinte à la « structure familiale ». « Plusieurs personnes de l'association ont par ailleurs été visées par des enquêtes policières mais aucune n'a abouti à des accusations », précise Kadın Cinayetlerini Durduracağız dans un communiqué.

Dans la même veine, le gouvernement turc affirmait quelques mois plus tôt que la Convention d'Istanbul sur la prévention et la lutte contre les violences envers les femmes et les violences domestiques « mena[çait] les valeurs familiales et normalisait l'homosexualité ». En juillet 2021, la Turquie a quitté cet accord international qu'elle avait pourtant été la première à ratifier.

« Nous nous battons depuis des années pour mettre fin aux féminicides, c'est l'un des problèmes les plus importants de notre société », affirme Melek, membre de l'association. La plateforme a recensé 111 féminicides depuis le début de l'année 2022, 419 en 2021 et 413 en 2020.

« La lutte des femmes ne peut être arrêtée »

Ce samedi 16 avril, Melek et plus d'une centaine de femmes et d'hommes ont marché dans les rues d'Istanbul pour dénoncer cette décision du parquet, dans un pays où [la justice a été mise au pas](#) par l'AKP au pouvoir. Drapeaux violets au vent et brandissant des portraits de femmes disparues, elles scandaient « la lutte des femmes ne peut être arrêtée ». Diverses organisations féministes ont pris la parole puis, comme le veut la tradition lors des rassemblements de l'association, les familles ayant perdu une fille, une sœur ou une cousine se sont exprimées.

« Lorsque j'étais seule dans mon deuil, les membres de la plateforme étaient là pour me soutenir ; maintenant que la plateforme est menacée, je serai là pour les soutenir », a lancé une femme au micro qui lui était tendu. Et alors que sa voix se brisait en évoquant la mort de sa fille, les femmes lui ont répondu en chœur : « Tu ne marcheras jamais seule ». En plus de recenser un à un chaque féminicide commis en Turquie, Kadın Cinayetlerini Durduracağız effectue un véritable travail d'accompagnement des familles et des femmes victimes de violences en mettant à leur disposition des avocats bénévoles.



Ces dernières années, l'opinion publique semble avoir davantage pris conscience de l'ampleur du problème des violences envers les femmes. Ainsi, la plateforme est désormais présente dans 73 des 81 villes du pays et la journée du 8 mars mobilise chaque année de plus en plus de femmes. Mais ce succès semble gêner les autorités, qui les empêchent systématiquement de manifester ce jour-là. Samedi, si les forces de police ne sont pas intervenues, elles étaient fortement présentes et encerclaient la manifestation. « Cela empêche l'une des missions importantes de la plateforme qui est de sensibiliser l'opinion publique sur ces sujets », dénonce Cansu, qui a rejoint l'association il y a trois mois.

Après le retrait de la Convention d'Istanbul, c'est donc désormais au tour de l'association féministe la plus importante du pays d'être menacée de fermeture. « Le retrait de la Turquie de la Convention d'Istanbul n'est que la partie émergée d'un dangereux iceberg menaçant les droits », avait déclaré Agnès Callamard, secrétaire générale d'Amnesty International, en juillet 2021. « Mais il a aussi galvanisé des militant·e-s du monde entier, les incitant à prendre la défense des droits des femmes et des personnes LGBTI+. »